

L'Allemagne augmente la paye de ses fonctionnaires

Après des hausses de salaires conséquentes dans l'industrie, c'est au tour du secteur public de bénéficier d'une augmentation des rémunérations.

La modération salariale - l'un des piliers du fameux modèle allemand - touche ses limites. Depuis deux ans, les syndicats allemands se sont montrés très revendicatifs. Ils ont négocié des hausses de salaires conséquentes dans plusieurs branches de l'économie. Ainsi, en 2011, le coût du travail horaire a connu sa plus forte augmentation en Allemagne depuis 15 ans (+3,2%).

Cette année, c'est au tour des fonctionnaires de se voir gratifiés d'une augmentation. Deux millions de fonctionnaires allemands seront progressivement augmentés de 6,3% après la conclusion d'un accord salarial entre les syndicats, l'Etat fédéral et les communes, a-t-on appris samedi de source syndicale.

Le syndicat allemand des services ver.di réclamait des hausses de 6,5%, s'alignant sur une revendication du syndicat de la métallurgie IG Metall pour 3,4 millions de personnes employées dans la métallurgie. L'accord intervenu vendredi en fin de soirée au terme d'un 4e round de négociations met un terme à trois semaines de grève entamée mi-mars dans différentes régions du pays.

Il prévoit une augmentation progressive pour les salariés de la fonction publique qui recevront rétroactivement 3,5% de salaire en plus à compter du 1er mars et seront également augmentés en janvier et août 2013. Les salariés des aéroports, qui comptaient plus de cinq millions de passagers en 2012, bénéficieront également d'une prime exceptionnelle de 600 euros.

"C'est un résultat important obtenu grâce à la grande détermination des grévistes ces dernières semaines", a déclaré le chef du syndicat ver.di Frank Birske cité dans un communiqué. Le syndicat avait rejeté la semaine dernière une proposition de hausse de 3,3% répartie sur deux ans de l'Etat fédéral et des communes. M. Birske s'est félicité d'un accord qui va permettre d'obtenir une augmentation "durable" des salaires réels pour les deux prochaines années.

Selon le ministre de l'Intérieur Hans-Peter Friedrich qui participait aux négociations, il était "clair" que les salariés de la fonction publique ne voulaient pas décrocher de l'évolution générale des salaires en Allemagne. Quelque 34.000 salariés de la fonction publique avaient cessé le travail lundi sur fond de négociations salariales, selon Ver.di qui avait appelé les fonctionnaires de l'aéroport de Francfort à se joindre au mouvement.